



IDÉES
Sarah Palin: la femme alibi?
Page C 5



ARCHITECTURE
Samuel-de-Champlain, la promenade
Page C 6

PERSPECTIVES



KAREN BLEIR REUTERS

Le dernier droit

Les conventions terminées, place à la campagne électorale

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — Comme celui du Parti démocrate la semaine dernière, le congrès d'investiture du Parti républicain qui s'est achevé jeudi soir aura eu, à la fois, des aspects conventionnels et des aspects anticonventionnels. Mais aucun de ces deux congrès n'aura permis de départager John McCain et Barack Obama, qui s'engagent désormais dans la dernière ligne droite de la course à la Maison-Blanche.

Les congrès ont suivi les conventions, en particulier, avec leur ambiance de kermesse télévisée, leur débâche d'argent, leurs hommages aux grandes figures des partis (Ted Kennedy et Bill Clinton chez les démocrates, Ronald Reagan chez les républicains), leur myriade de réceptions où responsables politiques et économiques poursuivent la connivence qu'ils ont déjà tissée à Washington, et avec le ralliement des anciens rivaux des candidats officiels des partis à la présidence.

Les principaux politiciens qui avaient disputé à John McCain l'investiture du Parti républicain en janvier et février ont en effet apporté un soutien sans équivoque à leur ancien adversaire. Ce fut le cas, notamment, de Mike Huckabee, pasteur baptiste, et de Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York du temps des attentats du 11 septembre 2001.

La semaine dernière, Hillary Clinton a mis de côté son immense déception et ses futures ambitions. «Barack Obama est mon candidat et il faut qu'il soit élu», a déclaré celle qui avait obligé Barack Obama à faire campagne dans les primaires démocrates jusqu'en juin. Joseph Biden, lui aussi candidat malheureux à l'investiture démocrate, a, quant à lui, lié son avenir politique à celui du jeune sénateur de l'Illinois en devenant son colistier, celui qui, si Barack Obama était élu, serait vice-président des États-Unis.

Rupture

Mais les congrès ont rompu avec les conventions par d'autres aspects. Au lieu de prononcer son discours d'investiture devant les 4400 délégués dans l'enceinte du site du congrès de son parti à Denver, Barack Obama, qui se veut le candidat du changement, a ainsi préféré le

stade voisin, où il s'exprima devant environ 84 000 personnes. La vie politique américaine n'avait pas vu ce genre de rassemblement depuis celui de John Kennedy qui, en 1960, avait réuni une foule comparable dans un stade à Los Angeles.

Pour sa part, John McCain avait décidé de retarder le congrès républicain d'une journée, par respect pour les populations menacées par l'ouragan *Gustav*. L'une des conséquences de ce retard fut que George Bush, qui devait prononcer un discours en personne lundi, n'est finalement pas venu au congrès et ne s'est exprimé que par liaison satellite. Il est très rare qu'un président en exercice ne participe pas en personne au congrès de son propre parti. Or l'absence de George Bush a joué en faveur de John McCain, que Barack Obama associe constamment au locataire actuel de la Maison-Blanche. John McCain a revendiqué «le changement» jeudi soir, sans mentionner George Bush ni son bilan plus d'une fois, mais en se présentant comme un réformateur qui transcende les partis.

Les deux congrès ont aussi rompu avec une autre convention, en consacrant l'émergence de femmes au plus haut niveau de la vie politique américaine. Une première pour les États-Unis, un pays où les femmes ont obtenu le droit de vote dès 1920 mais qui, aujourd'hui, se classe seulement 69 sur 187 pays, après l'Irak et l'Afghanistan, en matière de présence féminine au parlement.

Hillary brille

Au congrès démocrate, Hillary Clinton, qui a failli devenir la première femme à obtenir l'investiture d'un parti en vue d'une élection présidentielle aux États-Unis, a prononcé le meilleur discours de sa carrière, et l'adoration de ses admirateurs a presque éclipsé Barack Obama.

Au congrès républicain, Sarah Palin, la jeune gouverneure de l'Alaska, est devenue, 24 ans après la démocrate Geraldine Ferraro, la deuxième femme à être colistière d'un candidat à la Maison-Blanche, à la portée non seulement de la vice-présidence des États-Unis en cas de victoire de John McCain, mais aussi de la présidence en cas d'incapacité de celui-ci pendant un éventuel mandat.

Mercredi soir, Sarah Palin a fait une entrée fracassante sur la scène politique nationale. Elle a mis en délire la foule des militants républicains et a réuni une



WWW.BARACKOBAMA.COM
CHANGE

ALLEN FREDRICKSON REUTERS

Barack Obama



LARRY DOWNING REUTERS

Joe Biden



LE DEVOIR

John McCain



ROBERT GALBRAITH REUTERS

Sarah Palin

■ À lire autre texte en page B 2

VOIR PAGE B 3: DERNIER DROIT



Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le 10 septembre au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

■ www.mcgill.ca/conted-translation | (514) 398-1484

Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le 8 septembre 2008. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

■ www.mcgill.ca/conted-general | (514) 398-5454



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

Environnement

Progressiste, McCain?

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'ouverture manifestée depuis deux semaines par John McCain pour lever le moratoire états-unien sur les forages au large des côtes de son pays fait, à ce moment-ci de la campagne présidentielle, office de concession stratégique à la droite économique du Parti républicain et de bonbon aux consommateurs assoiffés d'essence à bon marché, même si de nouveaux forages ne vont pas avoir d'influence sur le marché avant une bonne décennie.

Ce lest était sans doute d'autant plus essentiel à ce moment-ci de la campagne électorale que son programme officiel est, sur la question des changements climatiques, plus précis et plus radical que celui de Barack Obama. Ce dernier, en effet, n'a jamais précisé le moindre objectif, ni le moindre échéancier de réduction des gaz à effet de serre (GES) pour son pays. Le programme démocrate pour la présidence met plutôt l'accent sur une série de moyens visant à réduire les émissions états-unien, comme réduire la dépendance envers le pétrole étranger d'ici 10 ans, investir massivement dans les sources d'énergie renouvelables et diminuer la facture énergétique des ménages grâce à une taxe sur les profits des sociétés pétrolières. Mais on ne sait rien des objectifs visés.

De son côté, John McCain s'est démarqué du gouvernement Bush sur la question des changements climatiques plus que sur toute autre question. On lui doit un projet de loi bipartite, toujours en suspens devant le

McCain s'est démarqué de Bush sur la question des changements climatiques

Congrès, parmi les plus ambitieux jamais débattus par des parlementaires nord-américains, Canada y compris!

Sa plate-forme électorale sur les changements climatiques est d'ailleurs si claire qu'elle constitue une menace majeure pour les conservateurs de Stephen Harper, qui, par comparaison, viennent de perdre l'excuse de devoir aligner le Canada par nécessité sur la politique énergétique et écologique du

géant économique installé à notre porte.

Le programme de McCain propose en effet, en matière de changements climatiques, une politique «basée sur la science et sur des objectifs et des échéanciers obligatoires de réduction» des GES, sur la mise en place d'un plafond national d'émissions et d'un marché d'échanges de crédits, sur une politique climatique qui permet de minimiser les coûts de la transition par des liens organiques avec les autres marchés d'émissions et sur un choix de moyens qui permettra aux États-Unis «de faciliter l'effort international destiné à régler le problème».

On ne peut pas plus clairement dire qu'on veut réintroduire les États-Unis dans la phase 2 du protocole de Kyoto sans en prononcer le nom.

Le plan McCain est d'ailleurs si clair que le candidat républicain à la Maison-Blanche propose, d'ici 2012, de ramener les émissions des États-Unis à leur niveau de 2005 et, d'ici 2020, à 15% sous le niveau de 1990 (niveau de référence de Kyoto).

En comparaison, la stratégie du gouvernement Harper pourrait ramener d'ici 2020 les émissions canadiennes autour du niveau de 1990 ou un peu plus bas. Aucune certitude n'est cependant possible car, le plan Harper-Baird étant basé sur une réduction en intensité de nos émissions de GES plutôt que sur des objectifs en chiffres absolus, le véritable niveau de nos émissions sera déterminé par les volumes de production des grandes entreprises, ce que personne ne peut prédire avec certitude.

Le plan McCain se différencie aussi du plan canadien parce qu'il prévoit un objectif intermédiaire de réduction des émissions pour 2030, qui les ramènerait à 22% sous le niveau de 1990. C'est l'équivalent de ce que l'Europe vise pour 2020, soit dix ans plus tôt, mais, à forcé des négociations sur la phase 2 de Kyoto, c'est une ouverture diplomatique et politique majeure.

Quant au Canada, qui n'a strictement aucun objectif de réduction obligatoire ni pour 2020, ni pour 2030, il a l'air plutôt pingre avec un objectif strictement politique de 50% de réduction en 2050 par rapport au niveau de 2006, ce qui effacerait une augmentation de 30% de ses émissions, alors que McCain propose pour 2050 une réduction pour son pays de 60% sous la barre de 1990.

Les bonbons

Le candidat républicain s'oppose aussi assez clairement aux lobbies du pétrole qui dominent son parti depuis 10 ans, non seulement par sa plate-forme électorale mais aussi par le choix de Sarah Palin, qui s'est attaquée en Alaska aux caciques républicains liés aux sociétés pétrolières au point de les faire accuser de conflit d'intérêt. Quand McCain parle de grand ménage, il cible aussi ce segment de son parti, ce qui amène présentement le lobby pétrolier à investir du côté... démocrate.

McCain a cependant laissé les observateurs perplexes en choisissant une gouverneure qui défend d'arrache-pied les forages dans la Réserve faunique nationale de l'Alaska, un projet auquel McCain s'oppose ouvertement et sur lequel il a été silencieux dans son discours d'investiture, même si Sarah Palin y avait explicitement fait référence dans son discours prononcé la veille.

Par contre, McCain a jeté du lest en laissant entendre qu'il était prêt à lever le moratoire historique que les États-Unis ont imposé depuis plus de 25 ans sur les forages côtiers — de l'Atlantique, du Pacifique et du golfe du Mexique — pour ne pas compromettre la remontée d'une industrie des pêcheries en déclin.

Mais le fait d'autoriser des forages côtiers et de favoriser la construction d'un oléoduc provenant de l'Alaska, comme celui du champ gazier de North Slope, donnerait du lest à l'économie de sa colistière, tout en préservant encore la Réserve nationale.

Si McCain devait céder sur ce point, ce serait certainement un signe que le lobby pétrolier reprend du terrain par son entourage et par le financement d'autres candidats républicains. Mais ce serait aussi un camouflet infligé à une clientèle stratégique boudée par les grands médias urbains.

En effet, la politique de McCain en matière d'environnement repose sur une vision prioritairement axée sur la préservation des espèces vivantes et de leurs milieux de vie, une vision de conservationniste de terrain. Il entend mobiliser les 45 millions de chasseurs et pêcheurs des États-Unis pour en faire les principaux inspecteurs et défenseurs des «habitats» de la faune et de ses principaux bastions, les parcs et réserves. Pour McCain, lit-on dans son site Internet, ces 45 millions de praticiens de la nature «sont sans doute les meilleurs défenseurs des programmes qui encouragent la protection des habitats et la conservation de la faune sauvage». Avec eux, promet-il, il deviendra possible de «renverser l'accès en déclin à des ressources fauniques vitales pour la tradition de chasse et pêche et de préserver la signification culturelle et la beauté naturelle de nos sites les plus sauvages et de valeur patrimoniale», comme les réserves et les parcs préservés.

Le Devoir

ARGENTINE

Le grand défi de Cristina Kirchner

Il y a moins d'une décennie, l'Argentine étouffait, minée par les problèmes économiques, les élites politiques écarquillaient les yeux en découvrant les ravages causés par des années d'insouciance. L'économie allait à vau-l'eau, les tensions sociales étaient vives, l'inquiétude avait gagné tout le pays. Et les péronistes sont revenus au pouvoir, rompant avec les politiques néolibérales des années précédentes. Le pays a depuis connu un redressement spectaculaire, mais le grand rêve se poursuivra-t-il?

JEAN-PIERRE LEGAULT

Grâce à l'héritage politique de son époux Nestor, Cristina Kirchner, présidente de l'Argentine, a eu les moyens cette semaine d'annoncer un règlement prochain de la dette du pays envers le Club de Paris, 6,7 milliards qui seront puisés à même les réserves monétaires engrangées depuis quelques années. Elle tente de jouer sur deux tableaux: rassurer les marchés financiers qui s'inquiètent et reprendre l'initiative politique sur le plan intérieur après un début de mandat cahoteux.

Pourtant, la situation était catastrophique en 2001, lorsque le pays a fait faux bond à ses créanciers en ne respectant pas les échéances du remboursement du sur sa dette de 80 milliards \$US. Buenos Aires est alors devenu un paria aux yeux de la haute finance internationale. L'Argentine a dû faire montre de beaucoup d'humilité et prendre les moyens nécessaires pour retrouver à la fois une santé financière et le calme sur le front social. Le défi était difficile à relever, mais il l'a été.

Le pays connaît depuis 2002 une performance économique inégalée en Amérique du Sud, affichant un taux de croissance moyen de 8,3% (en 2002, l'économie avait chuté de 10,9%). Les mesures adoptées par les péronistes à leur arrivée au pouvoir se sont avérées efficaces. Arrimé au dollar américain depuis des lustres, le peso est devenu flottant; Buenos Aires a tenu tête au Fonds monétaire international, a pris le contrôle total de certaines des sociétés d'Etat et a imposé un contrôle des prix, sans parler des contraintes imposées aux services bancaires, entre autres, qui ont contribué au traitement de choc dont avaient besoin les secteurs économique et financier argentins.

Outre une croissance digne de celle affichée par la Chine, les exportations ont plus que doublé grâce à la dépréciation du peso, passant de 25,7 milliards \$US en 2002 à 55,7 milliards \$US en 2007. Les importations sont pour leur part passées de 8,99 à 44,7 milliards \$US. Le pourcentage de la dette publique, de 89,4% du PIB qu'il était en 2002, a été ramené à 27,1% l'an dernier (au Canada, il était de 27,6% en 2006). Et les réserves monétaires ont pour leur part gonflé de 10,48 milliards \$US à 46,17 milliards \$US en cinq ans!

L'inflation

Là où le bât blesse, c'est sur l'augmentation du coût de la vie. À peu près personne n'estime crédibles les données officielles du gouvernement argentin qui font état d'une inflation se situant autour de 9%. Tous les analystes indépendants situent l'augmentation du coût de la vie entre 20 et 25%. L'an dernier, des employés de l'Institut de la statistique ont débrayé pour protester contre la façon de calculer le coût de la vie!

Sur le plan économique, la présidente Cristina Kirchner devra faire montre de prudence et assurer un atterrissage en douceur de l'économie. Déjà, des signes d'essoufflement apparaissent. Outre le taux d'inflation (le taux réel), les analystes font remarquer que les ventes au détail ont fléchi de 10 à 15% le mois dernier, comparativement à l'an dernier. Si on ajoute à cela la forte chute des prix des denrées sur les marchés internationaux, un secteur important pour l'Argentine, on comprend alors que les ingrédients pour un fort ralentissement de la croissance sont sur la table. D'autant que, encore aujourd'hui, une importante partie de la population doit travailler au noir.

Le pire risque, soulignait récemment la revue *The Economist*, est que le gouvernement continue à se

Comment assurer un atterrissage en douceur de l'économie?



AGENCE FRANCE-PRESSE

La présidente Cristina Kirchner lors de l'annonce cette semaine du paiement de la dette au Club de Paris.

fermer les yeux sur le véritable taux d'inflation et que, lorsqu'il devra agir, il sera trop tard. Notons au passage que la Banque centrale a dû, depuis quelques mois, utiliser une partie de ses réserves de devises pour empêcher que le peso ne s'apprécie trop. Avec un minimum de prudence, Buenos Aires parviendra à stabiliser sa croissance autour d'un taux modéré de 4 à 5% l'an prochain, selon la plupart des analystes. Mais il faudra résoudre le problème de l'énergie. Pratiquement autosuffisante quant au pétrole, l'Argentine, avec sa forte croissance, fait face à une importante augmentation de la demande en électricité.

C'est dans ce contexte que Cristina Kirchner doit diriger le pays. Et, trois mois après son intronisation comme présidente, elle a dû affronter la grogne des secteurs agricoles qui s'opposaient à l'augmentation de la taxe sur les exportations de denrées brutes. Certes, ce secteur, qui représente presque 10% du PIB, a toujours composé avec une telle taxe, mais le projet gouvernemental la faisait passer de 27 à 40%. Inévitable, disaient les agriculteurs.

Kirchner, qui espérait gouverner en maintenant le ronron tranquille des dernières années, ne prévoyait pas un tel tollé. «Ce fut une réaction sociale très considérable», fait observer Victor Armony, un sociologue. «Les agriculteurs ont adopté la stratégie des "piqueteros"»

[les démunis] il y a quelques années. La protestation a affaibli politiquement la présidente.»

C'est donc avant tout pour reprendre l'initiative politique qu'elle a annoncé le paiement de la dette au Club de Paris cette semaine, une question très sensible en Argentine depuis des lustres. Mais les marchés ne se sont pas laissés convaincre. Les milieux d'affaires argentins se sont réjouis du geste, qui leur permettra probablement de retrouver un accès aux capitaux étrangers, mais mardi, après l'annonce de la présidente, l'indice Merval de la bourse de Buenos Aires a terminé en baisse de 1,7%, puis, jeudi, de 3,3% en milieu de journée.

Aldo Abram, économiste au sein du cabinet de consultants Exante, a rappelé que le fait de puiser dans les réserves du pays fragilisait «la capacité de la banque centrale à défendre le peso». Manuel Solanet, un économiste, estime pour sa part que cela «n'améliore en rien la perception des marchés étrangers».

La présidente, «ex-première dame du président aujourd'hui devenue chef du parti», devra aussi se préoccuper d'une autre réalité nouvelle dans le pays: le pourcentage de gens vivant sous le seuil de la pauvreté se maintient maintenant autour de 25%, mais l'écart entre les riches et les démunis ne cesse d'augmenter. Une situation qui contrevient aux principes mêmes du péronisme.

Le Devoir

La France veut des «élèves bilingues»

Une erreur, selon le linguiste Claude Hagège, qui défend le multilinguisme, en France comme au Québec

Paris — On aurait cru entendre Pauline Marois. En cette semaine de rentrée scolaire, le ministre français de l'Éducation, Xavier Darcos, avait choisi de stigmatiser la faible connaissance de l'anglais des étudiants français. Sans aller jusqu'à proposer d'enseigner l'histoire en anglais, comme l'avait fait le chef du Parti Québécois, le ministre y est allé de quelques mesures destinées à réconcilier les Français avec la langue de Shakespeare.

Aux classes d'immersion très répandues au Québec, le ministre préfère les stages intensifs d'anglais pendant les vacances. Il souhaite aussi que les enseignants du secondaire qui aident les élèves en difficulté après les heures de classe fassent de l'anglais. Enfin, il projette, dès la rentrée 2008, la création de 1000 sites de visioconférence pour l'enseignement précoce des langues vivantes. Une nouvelle technique nommée «e-learning», a dit le ministre, soucieux de démontrer ses propres talents en anglais.

Lors de la rentrée 2007, Xavier Darcos avait déclaré vouloir «faire de la France une nation bilingue». Cette année, il souhaite qu'à la fin de leur scolarité obligatoire, les Français soient tous «bilingues». Les stages linguistiques, déjà largement pratiqués, ainsi que le rattrapage après l'école, demeurent cependant volontaires, pour les professeurs comme pour les élèves.

Accueillie dans une indifférence apparente, l'intervention du ministre ne fait pourtant pas l'unanimité. Les syndicats d'enseignants ont déploré que son constat ne soit fondé sur aucune évaluation du niveau réel des élèves.

Etrangement, la réplique la plus cinglante est venue de là où l'on ne l'attendait pas. Selon le célèbre linguiste Claude Hagège, lui-même polyglotte, la croyance selon laquelle l'enseignement de l'anglais en France laisse à désirer tient essentiellement du «préjugé» et d'un «absurde complexe». Elle vient notamment du

fait que la France se compare aux petits pays du nord de l'Europe, comme la Suède et les Pays-Bas, dont les réalités linguistique et historique sont très différentes.

«La première raison pour laquelle les enfants de ces pays apprennent mieux l'anglais, c'est parce que le vocabulaire et la structure linguistique de leur langue est proche de l'anglais.» Le linguiste en veut pour preuve que ces «difficultés» en anglais ne sont pas propres aux francophones. Elles sont partagées par tous les autres peuples de langue romane, comme les Italiens et les Espagnols.

Il existe aussi une cause historique à cette différence, dit le linguiste de renommée mondiale. Contrairement au français, les langues des petits pays du nord de l'Europe n'ont pas un rayonnement international. «Si l'anglais est aussi présent dans leur scolarité, c'est parce que leur langue maternelle n'est connue nulle part ailleurs.» La télévision néerlandaise et suédoise affiche régulièrement une programmation en anglais sans doublage. Sans parler de la radio, qui est le plus souvent monopolisée par la chanson en anglais.

«Le français est, moins que l'anglais mais tout comme l'anglais, une langue à diffusion mondiale, dit Hagège. Il est donc inutile et contre-indiqué pour la France, comme pour le Québec, d'enseigner l'anglais de façon aussi intensive que le font les pays scandinaves ou les Pays-Bas, dont la langue n'est connue qu'à l'intérieur de leurs frontières nationales.»

L'auteur de *Combat pour le français, au nom de la diversité des langues et des cultures* (Éditions Odile Jacob) invite les francophones à jeter un œil au-delà du monde anglo-saxon. «Les pays éloignés de la zone d'influence anglaise, comme la Russie, le Japon, la Chine éprouvent bien plus de difficulté que nous à apprendre l'anglais. C'est ce que démontrent tous les tests internationaux.»

Il y a plusieurs années, Claude Hagège s'était opposé, dans les pages du *Devoir*, à l'enseignement de l'an-

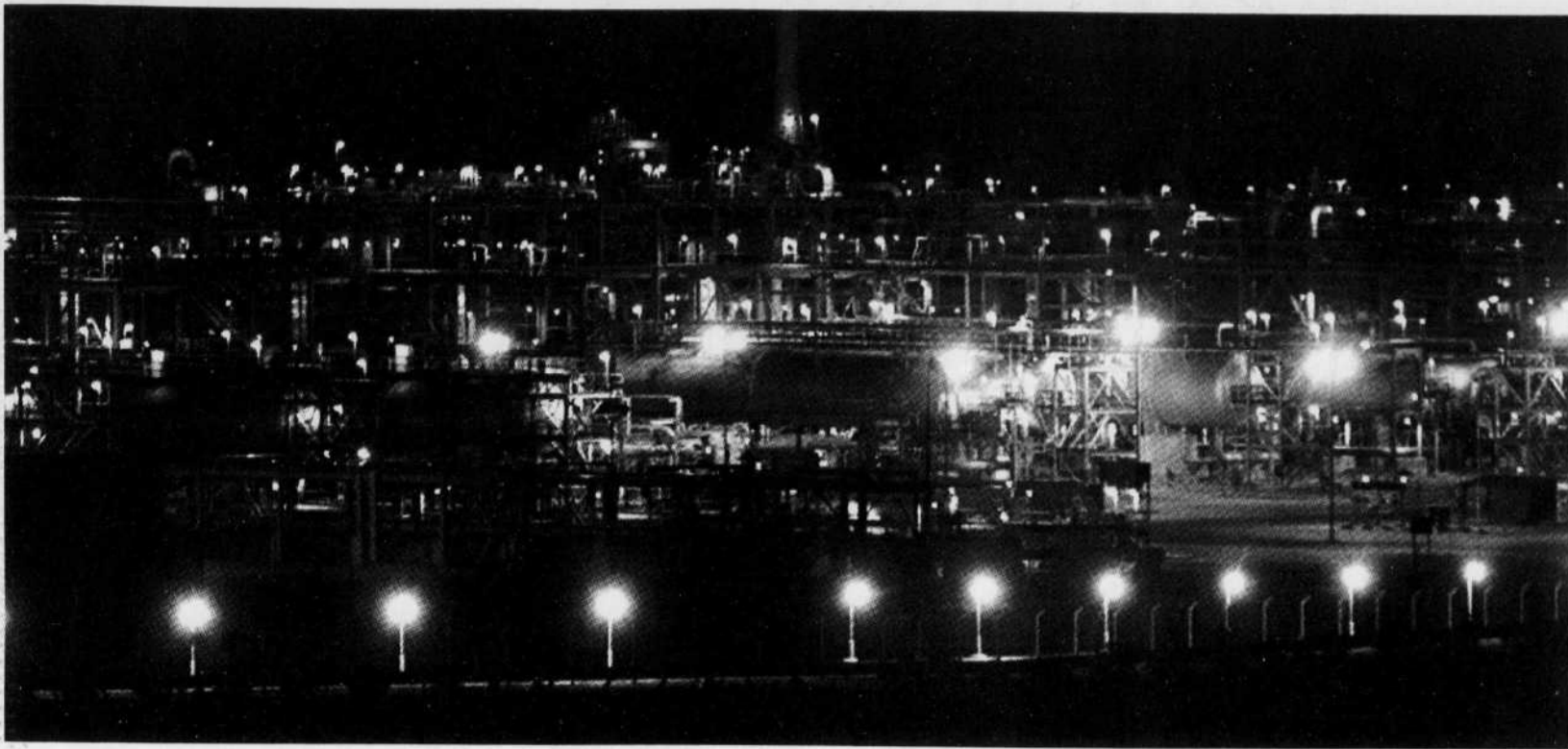
glais en première année au Québec. Un «désastre», avait-il dit alors. Huit ans plus tard, il n'a pas changé d'avis. «J'y suis d'autant plus opposé que le Québec, îlot de 6 millions de francophones immergé dans un océan de près de 300 millions d'anglophones, est particulièrement menacé par le flot de l'anglophonie. J'estime que la présence de l'anglais est suffisamment forte au Québec, bien plus forte qu'en France, pour qu'il n'y ait pas lieu de lui donner le monopole des langues secondes à l'école.» Le linguiste estime que l'enseignement précoce de l'anglais aux immigrants peut notamment créer chez eux une «double incompétence linguistique».

Plutôt que le bilinguisme, qui met l'anglais sur un piédestal, le linguiste défend l'importance d'enseigner deux langues secondes. Une pratique depuis longtemps obligatoire dans l'enseignement secondaire français. «Au Québec, il n'y a pas de raison pour qu'on ne fasse pas ce que je préconise en Europe. L'enseignement des langues secondes ne devrait jamais concerner une seule langue. Si on ne propose aux enfants qu'une seule langue seconde, l'anglais prendra toute la place. Mais si on en propose deux, ils choisiront aussi l'espagnol, l'allemand ou l'italien. Dans le cas du Québec, pays d'immigration, on pourrait aussi penser à l'arabe ou au chinois.»

Claude Hagège n'est pas le seul à s'inquiéter des effets d'un bilinguisme qui consacrerait le monopole international de l'anglais. L'Observatoire européen du plurilinguisme, qui regroupe de nombreuses associations européennes, a estimé que les déclarations de Xavier Darcos allaient à l'encontre de la position officiellement défendue par Nicolas Sarkozy en faveur du plurilinguisme. En mars 2007, à Caen, le président avait déclaré vouloir se battre «pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères, parce que c'est la seule façon efficace pour que l'hégémonie de l'anglais soit battue en brèche». L'observatoire appelle donc le président à «recadrer» la politique de son ministre de l'Éducation.

Correspondant du Devoir à Paris

PERSPECTIVES



Le complexe du champ pétrolier de Shaybah, en Arabie saoudite.

ALI JAREKJI REUTERS

Le mystère de la bulle

La spéculation est-elle la cause de la forte hausse du prix du pétrole ?

Après avoir touché 147 \$US le baril en juillet, la bulle pétrolière s'est dégonflée, du moins en partie, pour revenir sous les 107 \$US. La flambée du prix est-elle davantage liée à une demande réelle ou aux spéculateurs ?

FRANÇOIS DESJARDINS

Pendant des mois, une mauvaise donnée macroéconomique, des prévisions pessimistes ou une légère baisse des réserves aux États-Unis ont suffi à donner des ailes au prix du baril de pétrole. Maintenant que la poussière est retombée — du moins en partie —, la question demeure la même: comment l'or noir a-t-il pu grimper de 40 \$US pour redescendre aussi vite? Entre le rôle des spéculateurs et ceux de la perception des marchés et de la demande réelle, le mystère demeure.

«Il est très difficile de répondre avec précision, de dire que c'est 50 % spéculation et 50 % demande, ou même 90-10», dit Joseph Doucet, professeur de politique énergétique à l'Université de l'Alberta. «Ce qu'on a vu dans les derniers mois reflète deux choses. D'abord, un certain degré d'incertitude au sujet de l'approvisionnement en pétrole sur le plan mondial, mais aussi l'impact de la flambée des prix sur les facteurs fondamentaux de l'économie, comme la croissance et la demande pour les produits en question.»

D'avril à juillet, le prix du baril du *light sweet crude*, sur le NYMEX à New York, est passé de 100 \$ à 147 \$. L'impression générale, dit M. Doucet, était celle d'une demande qui demeurait vigoureuse malgré tout, combinée à une incertitude au sujet de la production mondiale. D'autant plus que la période des ouragans dans le golfe du Mexique n'était pas encore à nos portes.

Dans le mois et demi qui a suivi, il est redescendu à 107 \$. Pour une foule de raisons, dit M. Doucet. Entre autres, le marché a compris que la demande s'était subitement amoindrie, et les installations pétrolières du golfe pendant la période des ouragans — principalement lors du passage de *Gustav* — ont subi très peu de dommages.

La spéculation dans la mire

Le principal suspect dans cette explosion des prix demeure d'abord et avant tout un joueur à la fois bien connu et inconnu: les fonds d'investissement des spéculateurs, qui cherchent du rendement en tentant de deviner la direction du marché. Il est convenu que sur le NYMEX, environ 70 % de l'activité de négociation est attribuable aux acteurs financiers. Le déroulement normal des activités, lié aux producteurs et aux vrais acheteurs, dit-on, représente le reste.

A Washington comme à Ottawa, les politiciens se penchent sur le rôle de ces investisseurs et se demandent s'il ne faudrait pas les encadrer davantage pour limiter les dégâts. Ils ne cessent de mentionner, par exemple, le nom de Michael Masters, qui dirige Masters Capital Management, selon lequel une réglementation plus sévère du marché pétrolier ramènerait le prix du brut autour de 65 ou de 70 \$US.

Il y a une semaine et demie, un comité parlementaire à Ottawa a abordé la question du prix de l'essence et la façon dont il peut varier de manière aussi folle, non seulement d'une région à l'autre mais d'une semaine à l'autre. Cela n'a rien à voir avec l'industrie ou les détaillants, ont dit les dirigeants du secteur qui ont été convoqués. Et le phénomène n'est pas unique au Canada, ont-ils ajouté en suggérant de regarder du côté des spéculateurs.

Au bout du fil, Joseph Doucet grimace un peu. «Il faut bien définir ce qu'on entend par "spéculation". Une bonne partie de la population, lorsqu'elle entend ce mot,

voit quelque chose de croche ou quelqu'un qui essaie de "dupier le public", dit-il.

M. Doucet rappelle que la négociation des instruments financiers liés au pétrole se fait selon le principe d'une livraison future. En mai, par exemple, on achète à prix fixe du pétrole qui normalement sera livré en juin, en octobre, en décembre, etc. Ou, si vous préférez, on achète le droit de prendre livraison d'une cargaison de pétrole plus tard, mais à un prix déterminé dès maintenant. La grande majorité des investisseurs ne prendraient jamais livraison d'un baril, mais se servent du contrat dans le cadre d'une stratégie d'investissement ou de protection. «Dans ce marché-là, je serais tenté de dire que tout geste est de nature spéculative», dit M. Doucet.

Cette nature spéculative du marché pétrolier fait qu'il se laisse facilement influencer par toute tension géopolitique qui saupoudre l'actualité du jour: des propos anti-Israéliens en Iran, des violences au Nigeria, un discours pugnace du président vénézuélien, etc.

«Parfois, aux journalistes qui m'appellent, je dis qu'ils seraient mieux desservis par un politologue que par un économiste», dit M. Doucet. «Je peux vous parler d'offre et de demande, mais les tensions que nous voyons sur le marché sont beaucoup plus le résultat de facteurs politiques qui, à leur tour, entraînent des prévisions dans le monde économique et le milieu des affaires.»

Question de feeling

Et ces prévisions sont plus une perception qu'une chose. L'économie est loin d'être une science exacte, et quiconque prétend détenir une boule de cristal fait de l'interprétation. «Ce qu'on disait en juin, c'est que 30 \$ en 30 jours, ça ne s'explique pas seulement par des facteurs fondamentaux. Entre mai et juin, la demande n'a pas changé tant que ça», dit Mary Novak, analyste du secteur énergétique chez Global Insight, à Boston.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, un organisme fondé pendant la crise de 1973, qui conseille 27 pays membres, la demande mondiale de pétrole en 2008 va augmenter de 0,9 %. En 2009, elle va augmenter de 1,1 %, croit-elle.

«Pendant l'explosion du prix du baril, à la fin du printemps, il y avait beaucoup de pessimisme concernant l'approvisionnement. Et à peu près au même moment, le marché a commencé à montrer un certain optimisme par rapport à l'économie dans son ensemble. On se disait que l'économie progressait, que l'approvisionnement en pétrole serait restreint et que les pays producteurs n'auraient pas l'intention d'augmenter leur production. Voilà trois facteurs qui favorisaient une hausse des prix.» Parallèlement à cela, le dollar américain s'est effondré, une autre variable qui a directement affecté le prix du baril.

«De là à savoir dans quelle mesure ces facteurs ont contribué à attirer des spéculateurs, il y a matière à discussion», dit Mme Novak. «Certains disent que c'est uniquement le dollar, mais c'est faux. Le feeling des facteurs fondamentaux, c'est que l'économie allait reprendre et que l'approvisionnement n'allait pas pouvoir suivre.»

Quoi qu'il en soit, le contexte a changé remarquablement vite, mentionne Mme Novak. Lorsque l'essence a

franchi 4 \$ le gallon aux États-Unis, le consommateur a paniqué. Les ventes de grosses cylindrées, comme les camions et les véhicules utilitaires sport, ont diminué, et pour la première fois depuis plus de 15 ans, le Ford F150 ne trônait plus au sommet. «La demande a fléchi et les gens ont vraiment réagi.»

La Chine ?

Les analystes ont versé beaucoup d'encre pour dire qu'une bonne partie de la flambée du prix du pétrole des dernières années s'explique par la consommation croissante dans les pays émergents, comme la Chine et l'Inde. Certains croient même qu'une partie de la bulle des derniers mois a elle aussi été causée par l'économie chinoise.

Les données du gouvernement chinois montrent que le pays — un importateur net depuis quelques années — a acheté des quantités de pétrole beaucoup plus importantes durant la première moitié de l'année, d'abord pour ses opérations de sauvetage dans la foulée d'un tremblement de terre qui a fait 70 000 morts dans la province de Sichuan, mais aussi en prévision des Jeux olympiques. Alors que les yeux seraient rivés sur Pékin pendant deux semaines, avec tout ce que cela pouvait comporter d'activité, de tourisme et de fermeture temporaire de raffineries, le gouvernement voulait à tout prix éviter une rupture de stocks.

Pendant les cinq premiers mois de l'année, les importations chinoises de pétrole brut ont augmenté de 13 % par rapport à 2007. Or, pour le mois de mai seulement, la hausse a été de 25 %. En août, les importations ont subitement baissé de 7 %, entre autres parce qu'un prix du baril à plus de 140 \$ décourageait les raffineurs chinois d'acheter du pétrole parce que les marges de profit étaient trop faibles.

Les achats de diesel ont aussi explosé, de sorte que les réserves des deux principales compagnies pétrolières, en juillet, ont doublé par rapport à 2007. De plus, elles ont augmenté de 25 % durant le mois de juillet 2008 par rapport au mois précédent. Les stocks d'essence, pour leur part, ont bondi de 40 % en un an.

L'Agence internationale de l'énergie croit que la demande chinoise est susceptible de grimper de 5,7 % en 2009. «Les récentes tendances de consommation chinoises de pétrole suggèrent la possibilité d'une demande plus forte que prévu et d'achats préolympiques supérieurs aux attentes, ou les deux», a-t-elle écrit à la mi-août dans son rapport mensuel.

Mais le problème avec la Chine, dit M. Doucet, est l'opacité des données. «Lorsqu'il y a une augmentation des importations, on a de la difficulté à le vérifier et à déterminer s'il s'agit d'une tendance qui va se maintenir ou si c'est ponctuel. Peut-être que les marchés n'arrivaient pas à le savoir et qu'ils se disaient que ça allait continuer, mais lorsqu'ils ont vu que les importations s'étaient calmées, les choses sont revenues à la normale. Ce serait un raisonnement cohérent.» Mme Novak croit que la Chine, même si elle est le deuxième consommateur mondial de pétrole, n'a pu à elle seule faire grimper le prix du baril.

Malgré toutes les tendances à court terme, il reste que le prix du baril de pétrole se trouve bien au-delà de ce qu'il était en 2007. «Pour cette période, je pense que cela s'explique surtout par des facteurs fondamentaux», dit Mme Novak. Elle est d'avis que le prix du baril va demeurer autour de 110 \$ «pour encore un bon moment».

Le Devoir

La trompette des conservateurs



MICHEL DAVID

La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a cru bon de mettre en perspective la nouvelle entente sur les infrastructures de 4 milliards qui liera Québec et Ottawa jusqu'en 2014.

«La moitié de cette somme commence [à être disponible] en 2010 [...] et il y a une partie qui est déjà en route. Donc, on va calmer nos ardeurs, parce que tout le monde va penser qu'il y a 4 milliards disponibles demain, et ce n'est pas ça», a-t-elle expliqué.

Du coup, le lieutenant de Stephen Harper au Québec, Lawrence Cannon, qui s'appretait à entonner un hymne à la gloire du «fédéralisme d'ouverture», responsable de cette entente «historique», a du mettre une sourdine à sa trompette.

Mme Jérôme-Forget aurait pu ajouter que le gouvernement fédéral et les provinces signent des ententes quinquennales sur le financement des infrastructures depuis des décennies. Même au plus fort de la guerre froide entre le PQ et les gouvernements de Pierre Elliott Trudeau ou de Jean Chrétien, on finissait toujours par s'entendre. C'est presque aussi automatique que le versement des pensions de vieillesse.

À la veille d'une campagne électorale, on peut comprendre le gouvernement Harper de chercher à transformer les vessies en lanternes, mais le Québec a simplement reçu la part qui lui revenait, ni plus, ni moins. Le fédéralisme est ainsi fait qu'une partie de nos impôts prend chaque année le chemin d'Ottawa pour permettre au fédéral de nous retourner l'argent en s'arrogeant un droit de regard sur son utilisation.

Mme Jérôme-Forget aurait sans doute vu les choses d'un œil différent si c'était le premier ministre Charest qui s'appretait à déclencher des élections. Elle se serait alors félicitée d'avoir réussi à arracher ces milliards à la force des poignets. Pour le moment, elle doit plutôt commencer à penser à son prochain budget, et il serait fâcheux que tout un chacun s'imaginer qu'elle a remporté le gros lot.

◆ ◆ ◆
L'agacement de la ministre des Finances devant les fanfaronnades de M. Cannon peut s'expliquer autrement. Même si le premier ministre Charest s'est bien défendu de vouloir s'immiscer dans la campagne fédérale, il s'est toujours assuré qu'on comprenne que la présence d'un gouvernement conservateur à Ottawa ne lui déplaît pas. De son côté, après un court mais agaçant flirt avec Mario Dumont, Stephen Harper a réalisé qu'il misait sur le mauvais cheval.

Il faudrait toutefois que le premier ministre canadien démontre ses bonnes intentions autrement qu'à coup de trompette. À voir le message publicitaire dans lequel les ministres conservateurs du Québec se vantent de leurs réalisations, M. Charest doit avoir la désagréable impression de se faire rouler.

Malgré le supposé règlement du déséquilibre fiscal, le Québec fait toujours face à une impasse budgétaire que le ralentissement de l'économie risque de rendre encore plus problématique. Quant au «siège» à l'UNESCO, dont se gargarise Jean-Pierre Blackburn, il se limite à la présence d'un fonctionnaire québécois au sein de la délégation canadienne.

Il est vrai que la motion de la Chambre des communes reconnaissant l'existence d'une nation québécoise «au sein du Canada» a constitué une heureuse surprise, même si elle n'a qu'une valeur symbolique.

L'engagement le plus significatif que M. Harper avait pris dans son fameux discours de Québec, le 19 décembre 2005, était de limiter le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Cette limitation est également au cœur de la politique constitutionnelle du PLQ, telle que définie par le rapport Pelletier.

La proposition transmise par Ottawa l'an dernier constituait une véritable gifle pour le gouvernement Charest. En limitant le pouvoir de dépenser aux seuls programmes à frais partagés, qui sont tombés en désuétude depuis des années, elle ne visait qu'à consacrer la situation actuelle.

◆ ◆ ◆
Réussir à faire enchâsser dans la Constitution canadienne une véritable limitation du pouvoir de dépenser, que le Québec réclame depuis plus d'un demi-siècle, serait un remarquable accomplissement pour M. Charest et assurerait l'adhésion du Québec à la fédération pour un bon moment.

Au début du mois d'août, il a laissé entendre que les hésitations de M. Harper pourraient s'expliquer par le statut minoritaire de son gouvernement. Avant de lui accorder la majorité qu'il recherche, il vaudrait peut-être mieux s'assurer qu'il livrera la marchandise.

Dans son livre *Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*, publié l'an dernier, le mentor du premier ministre canadien, Tom Flanagan, explique qu'il est très conscient de ce qui a causé la perte de Brian Mulroney. Certes, le PC avait balayé le Québec en 1984 et en 1988, mais M. Mulroney avait programmé sa propre chute en faisant naître des attentes auxquelles il était incapable de répondre. M. Charest peut témoigner que cette chute a été brutale.

Bien entendu, M. Harper souhaite remporter plus de sièges au Québec qu'en 2006, mais il ne veut pas d'une victoire à la Pyrrhus. Il n'entend pas seulement demeurer premier ministre, mais aussi jeter des bases permanentes, qui permettront au PC de remplacer le PLC comme parti naturel de gouvernement.

D'ailleurs, à en croire le dernier sondage Léger Marketing-Le Devoir-The Globe and Mail, M. Harper n'a peut-être pas besoin de prendre des engagements trop contraignants. À peine 5 % des électeurs disent voir dans la défense des intérêts du Québec un enjeu important dans la campagne qui s'amorce.

C'est là tout le drame du Bloc québécois, qui est considéré — de loin — comme le plus apte à s'acquitter d'une tâche qu'à peine un électeur sur vingt juge prioritaire. Ces temps-ci, il vaut mieux jouer de la trompette, quitte à échapper quelques fausses notes.

mdavid@ledevoir.com



ARCHIVES LE DEVOIR

Jean Charest à la dernière rencontre des premiers ministres.

DERNIER DROIT

SUITE DE LA PAGE B 1

audience télévisée presque comparable au record établi la semaine précédente par Barack Obama, avec plus de 37 millions de téléspectateurs.

Quant à Barack Obama, il a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire des États-Unis, puisqu'il est devenu la semaine dernière le premier Noir à devenir le candidat officiel d'un grand parti à la Maison-Blanche.

Mais, pour originaux qu'elles aient été, les deux congrès n'ont pas permis de départager McCain et Obama. Les prétendants à la présidence franchissent en effet l'étape cruciale des congrès — celle qui vise à consolider leur base et à les présenter à la majorité des Américains qui ne prêtent pas attention à la campagne électorale jusqu'à présent — au même point, ou presque, où ils en étaient avant leur tenue. Avant les congrès, les deux candidats étaient coude à coude dans les sondages d'opinion. À la fin des congrès, ils le sont encore.

Généralement, les congrès donnent aux candidats un sursaut dans les sondages, l'avantage allant à celui qui tient son congrès le premier. Or, si le congrès du Parti démocrate a bien permis à Barack Obama d'obtenir un sursaut dans les enquêtes d'opinion, il fut léger, de l'ordre de trois à cinq points seulement. Sur tout, le sursaut semble être de courte durée. En effet, un sondage effectué par la chaîne de télévision CBS et publié jeudi, avant le discours de John McCain, place le candidat républicain et son rival démocrate exactement à égalité, avec 42 % des intentions de vote pour chacun.

Malgré une conjoncture qui devrait offrir la Maison-

Blanche aux démocrates sur un plateau d'argent en raison de la crise économique, de l'impopularité de George Bush et de la guerre en Irak, Barack Obama peine donc à convaincre l'électorat américain et John McCain en profite pour tenter sa chance.

Juste avant les congrès, la proportion des électeurs indécis s'élevait encore à 30 %, un chiffre bien plus élevé que celui observé en 2004 avant le congrès démocrate pour l'investiture du candidat malheureux John Kerry et un chiffre anormal dans une année électorale qui fournit un terrain si propice à l'un des prétendants à la présidence. Dans le sondage CBS, les indécis ne sont plus que 12 %, un chiffre encore relativement élevé pour la période suivant les congrès, mais dont la baisse ne paraît pas avoir bénéficié à Barack Obama. Outre le facteur — largement non dit dans les sondages — de la couleur de la peau de Barack Obama et des origines africaines et musulmanes de son père, une bonne partie de l'électorat paraît aigri par la minceur du curriculum vitae du jeune sénateur.

Interrogé par *Le Devoir*, Gene Boscardi, recruteur de cadres pour des compagnies d'assurance à San Francisco, se déclare ainsi «indécis». Il est pourtant inscrit sur les listes électorales en tant que démocrate et a voté Clinton à l'élection primaire de la Californie. «Je vote habituellement démocrate, mais pour la première fois je ne voterai pas nécessairement pour ce parti», indique-t-il. «Les débats télévisés entre Obama et McCain joueront un rôle dans ma décision», souligne-t-il, avant d'ajouter que «le problème d'Obama est l'expérience».

De son côté, Daniel Mercandon, qui est en Afghanis-

tan où il travaille pour une compagnie de sécurité, indique qu'il se définit comme «un démocrate, au départ». Mais, entre Obama et McCain, il penche pour le candidat républicain. «La réalité est qu'il faut à la Maison-Blanche quelqu'un qui ait de l'expérience. Or, si je ne suis pas un grand admirateur des républicains, je trouve que McCain a un programme et un bagage solides, tandis qu'Obama se contredit, n'a pas d'expérience et n'a rien de concret à proposer», explique-t-il.

La Maison-Blanche se jouera donc sur les électeurs indécis et les États de la fédération qui le sont traditionnellement, notamment la Pennsylvanie, l'Ohio et le Michigan. Les candidats le savent bien, qui courtisent désormais essentiellement les indépendants, ceux qui ne se reconnaissent dans aucun des deux grands partis monopolisant les rênes du pouvoir à Washington et qui représentent la partie de l'électorat enregistrant la plus forte croissance aux États-Unis.

«Je tendrai la main à tous ceux qui voudront m'aider à faire redémarrer ce pays», promet John McCain, avant de s'engager à inclure des démocrates et des indépendants dans son gouvernement en cas de victoire. «Aux démocrates, aux indépendants et même aux républicains, je dis: ça suffit, huit années de la politique de George Bush, ça suffit!», lance pour sa part Barack Obama.

Les deux hommes vont répéter ces appels ad nauseam d'ici le scrutin du 4 novembre, à commencer par le premier débat télévisé dans lequel ils s'affronteront, le 26 septembre.

Collaboration spéciale

ÉDITORIAL

Des signes précurseurs négatifs

À la veille du déclenchement des élections fédérales, les soubresauts qui secouent les marchés boursiers laissent présager une période de passage à vide comme nous n'en avons pas connu depuis longtemps. On comprend que le gouvernement minoritaire conservateur veuille précipiter les choses, lui dont la philosophie prescrit d'en faire le moins possible en de telles circonstances.

Depuis le sommet du début de l'été, l'indice des valeurs inscrites à la Bourse de Toronto a chuté de plus de 15 %, dont 7 % au cours de la seule semaine qui s'achève.

Prétendre qu'une telle chute est surprenante serait mentir. Si le TSX a atteint un sommet de 15 000 au printemps, c'était à cause de la flambée des prix du pétrole et des matières premières. Or c'était écrit dans le ciel que le ralentissement économique en cours en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde forcerait les spéculateurs à jouer le prix du pétrole à la baisse à plus ou moins long terme. La seule surprise vient donc du fait que la dégringolade des titres de ressources naturelles, le pétrole surtout, qui composent près de la moitié du TSX a été aussi rapide.

Tôt ou tard, cela se manifesterait à la pompe, puisque les pétroliers, qui rechignent toujours à baisser leurs prix, se tirent dans le pied en accentuant le ralentissement économique et le mouvement à la baisse dans la demande pour leurs propres produits.

Hier, Statistique Canada nous a appris que l'emploi n'avait pas encore subi les contrecoups négatifs du ralentissement en cours. Tant mieux, mais soyons réalistes: si l'économie ne repart pas rapidement et solidement, l'emploi piquera forcément du nez, et avec lui la santé financière des ménages, qui n'est déjà pas reluisante à cause du niveau d'endettement record.

Dans le même ordre d'idées, on aurait tort de s'imaginer que les Canadiens, qui ont bien profité de la forte croissance du secteur immobilier depuis le début de la décennie, ne seront jamais contaminés par la crise qui a durement touché les États-Unis. Si d'aventure le prix des maisons venait à chuter dans la foulée d'une hausse du nombre des sans-emploi, c'est tout le secteur financier canadien, jusqu'ici épargné, qui en subirait le choc.

Scénario pessimiste, certes, mais quand même possible. Rappelons-nous que, il y a quelques mois à peine, la plupart des économistes soutenaient que notre pays serait épargné par la récession autant que par la crise immobilière. Or, équilibre ou pas, les cycles propres à ces secteurs sont récurrents et mondiaux. Avec une hausse prévisible du chômage au cours des prochains mois et le taux d'endettement élevé des ménages, seuls les optimistes obsessionnels peuvent encore s'imaginer que l'économie canadienne sera épargnée d'un glissement en phase baissière d'un cycle dans lequel nous sommes déjà engagés de toute façon, comme les données récentes sur le PIB en font foi.

Lorsque les Bourses trébuchent avec autant de force, c'est que les acteurs financiers appréhendent une aggravation de la situation dans le monde de l'économie réelle.

Dans de telles circonstances, il serait normal que les partis politiques qui entrent en campagne électorale placent l'économie au centre de leurs préoccupations et de leurs programmes. Attendons de voir ce qu'ils auront à proposer pour éviter que le pays ne sombre dans une longue léthargie, comme ce fut le cas lors de la dernière récession, au début de la décennie quatre-vingt-dix.

j-ransfacon@ledevoir.com



JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Retour sur un drame

À l'indemnité de la tragédie du Collège Dawson, qui coûta la vie à la jeune Anastasia De Sousa et à l'auteur du drame, Kimveer Gill, les mêmes questions torturaient les consciences: pourquoi? comment?

Avec son rapport déposé cette semaine, le coroner Jacques Ramsay calme en partie ce tourment. Car ces gestes fous conserveront toujours leur part d'incompréhensible, ce qui en fait des calamités imprévisibles. Troublante, la lecture du déroulement des faits livre toutefois quelques enseignements desquels il faut s'inspirer.

On le présuait, mais le rapport l'établit clairement: Kimveer Gill était un être troublé, ayant vécu des épisodes dépressifs. Un être reclus, hargneux, peu bavard en public et même en famille. M. Gill se livrait toutefois par l'entremise d'Internet, un médium qui lui tenait lieu de réseau social.

Croire à une cybersurveillance policière à toute épreuve pour repérer des Gill en puissance relèverait d'une pure naïveté, note le Dr Ramsay. C'est donc sur la société civile tout entière qu'il faut reporter le rôle de vigile. Il appartient aux parents, aux voisins, aux amis et aux internautes la responsabilité de ne rien traiter à la légère, ni la moindre menace de suicide, ni aucune allusion à un projet de vengeance, si imprécis soit-il.

Sans tous ces hasards qui ont ponctué les premières minutes du passage de Gill au collège, combien d'autres cadavres aurait-il laissé derrière lui? En réalité, cette tuerie aurait pu être beaucoup plus sanglante qu'elle ne le fut. L'arrivée fortuite d'une patrouille à Dawson — appelée pour une affaire de stupéfiants! —, de même que l'entrée en scène non prévue d'un agent venu là de son propre chef, ont certainement sauvé des vies. C'est sans compter les endroits stratégiques — le métro, la rue Sherbrooke — qui sont restés à découvert pendant des minutes cruciales où M. Gill aurait pu poursuivre ailleurs son œuvre meurtrière, ce qu'il ne fit pas.

Car Kimveer Gill avait de bien cruelles intentions. Le jour du drame, il traîne un lourd attirail avec lui: un pistolet de calibre .45, une carabine Beretta sanglée à l'épaule, près de 300 cartouches, plusieurs couteaux. Dans les mois précédant la tuerie, il effectue des achats répétés chez le détaillant d'armes à feu.

Le Législateur avait prévu une limitation pour des armes paramilitaires telles la Beretta maniée par Gill. Toutefois, certains modèles — comme celui-là — n'existaient pas au moment de la rédaction du règlement, que des fabricants d'armes ont allégrement contourné. Un resserrement s'impose.

Le coroner Ramsay pose aussi une série de questions quant aux signaux d'alarme qui devraient inquiéter le Contrôleur d'armes à feu: des achats compulsifs en un court laps de temps; ou encore la possibilité pour le demandeur d'un permis de possession et d'acquisition d'armes à feu de carrément mentir sur ses antécédents de troubles mentaux, comme le fit Kimveer Gill. Il y a là d'importantes questions à creuser.

Mais on aura beau se préparer du mieux qu'on le peut au pire, lorsque l'indicible survient et emporte avec lui d'innocentes vies, la stupeur l'emporte sur le calcul. C'est pourquoi rester attentif aux signaux de détresse expédiés par ces désespérés demeure notre atout le plus solide.



MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Réussir sa sortie

Mon père, un très vieil homme, finira sa vie comme la plupart de ses contemporains, dans l'idée de sa déchéance, avec la conception de sa vie comme un long décroissant triste depuis la force de l'âge. L'entrée dans la vie s'effectuerait donc avec tambour et trompettes, pour glisser inexorablement vers un après plus qu'incertain? Ce schéma simpliste nous accompagne furtivement depuis trop longtemps déjà. On pourrait aussi bien imaginer d'autres formes de trajectoire qui se termineraient en déchéance du corps, sans doute, mais, par exemple, dans une apothéose de l'humour et de la sérénité. Et les funérailles pourraient ressembler à ce que Jacques Brel souhaitait pour les siennes: j'veux qu'on rit, j'veux qu'on danse, j'veux qu'on s'amuse comme des fous...

France Marcotte
Montréal, 4 septembre 2008

Raymond Gravel et son engagement...

Oui, l'abbé Raymond Gravel a fait un choix, peut-être difficile, mais éclairé et important pour son engagement comme prêtre. Le regard de l'Évangile et des besoins humains du monde d'aujourd'hui, le regard des personnes dont le visage est brisé dans leur humanité, regard qui est cer-

tainement le sien, a sûrement été premier!

Personnellement, je suis, malgré tout, plutôt content! L'engagement avec un parti politique peut avoir sa place, mais il y a toujours ce que j'appelle les limites de la couleur d'un parti, même si c'est celui de son choix politique.

M. Raymond Gravel m'apparaît être un homme d'une «liberté de parole» évangélique, à la suite de Jésus le Galiléen. Il est encore, et ce n'est certainement pas toujours facile, et c'est dérangeant, l'homme qui vise une «liberté d'être» au nom même de sa foi et de son engagement ecclésial.

Pour moi comme pour d'autres, avant de croire à une hiérarchie ecclésiale, cet homme croit au projet évangélique dans la société actuelle, et il peut «nommer» un «Dieu d'amour et de vie» proche de toute personne, quelle que soit la situation difficile qui est la sienne.

Je vous souhaite le meilleur, monsieur Gravel, dans la continuation de votre engagement comme prêtre en Église! Il importe de questionner et de dérouter, au nom même de l'Évangile de Jésus.

Clément Rainville, prêtre
Chicoutimi, 4 septembre 2008

Du travail pour les scripteurs de la CCN

Habitant Gatineau depuis maintenant près de 10 ans, je décidai, dimanche soir dernier, d'aller assister au spectacle *Sons et lumières*

projeté sur la façade du Parlement canadien. Conçu par la Commission de la capitale nationale (CCN), ce spectacle d'une demi-heure se veut un panorama des lieux et des gens qui façonnent ou qui ont façonné le Canada. Malheureusement, les scripteurs de la CCN devront bientôt retourner à leur table de travail pour apporter certaines modifications à leur texte, qui devra s'adapter aux dernières politiques du gouvernement Harper, locataire de ce même édifice où le spectacle est projeté. En effet, comment ne pas sursauter en entendant une phrase telle «Nos artistes se font raconteurs, pour parler de nous au reste du monde», au moment même où le gouvernement abolit le programme permettant à nos artistes d'aller parler de nous à l'étranger. Il est vrai que les exemples visuels suivant cette affirmation donnent une image un peu conservatrice de ce que nous sommes: *Pélagie-la-charrette*, *Menaud*, *maître-draveur*, *Maria Chapdelaine*, *Anne aux pignons verts* et *Le Matou* (cités de mémoire). L'épreuve du temps permet d'atténuer toute controverse et de filtrer toute subversion. Après les dernières nouvelles concernant la culture qui ont émané d'Ottawa, nous ne pouvons qu'espérer que ce gouvernement, quant à lui, ne résistera pas à l'épreuve du temps.

Sylvain Lemay
Professeur, École multidisciplinaire de l'image, Université du Québec en Outaouais
Gatineau, 4 septembre 2008

REVUE DE PRESSE

Combat des chefs

Manon Cornellier

Bien qu'à peu près tout le monde dénonce la décision du premier ministre de faire fi de sa propre loi sur les élections à date fixe, certains journaux pensent qu'une campagne électorale automnale aura du bon.

Le *National Post*, entre autres, s'est fait à l'idée. Il note qu'il ne manque pas d'enjeux à débattre et que ce serait l'occasion pour les conservateurs de préciser à nouveau leurs politiques. Ils pourraient par exemple expliquer le but de la mission afghane, qui dure depuis sept ans. Ils pourraient dire s'ils ont un plan pour faire face aux impacts écologiques des sables bitumineux, pour améliorer la compétitivité de l'économie canadienne, pour s'attaquer aux problèmes des autochtones.

L'*Edmonton Journal* trouve que le Parlement a jusqu'à présent bien travaillé, mais il convient que les partis sont maintenant paralysés, «en mode attente, alors que des dossiers pressants s'empilent à la porte». Par conséquent, dit le *Journal*, vaut mieux avoir des élections et permettre aux électeurs d'en débattre. Le quotidien déplore «le manque frustrant de clarté qui entoure la direction que veut prendre le gouvernement Harper». Il espère que les élections leveront ce voile tout en permettant de mieux comprendre ce que les autres formations ont à offrir.

Le *Toronto Star* est un de ceux qui se demandent à quoi ressemble ce programme que le premier ministre prétend ne pas pouvoir mettre en œuvre à cause de la méchante opposition. Le *Star* s'inquiète d'ailleurs de ce qui s'annonce comme une campagne conservatrice centrée sur la question du leadership. Il craint que cela ne permette aux conservateurs de taire leurs véritables intentions, une fois majoritaires.

Chroniqueur au *Star*, James Travers déplore quant à lui que ces élections aient lieu avant qu'on n'ait pu faire la lumière sur certaines controverses, en particulier celle entourant les dépenses du Parti conservateur durant la campagne de 2005-06. Selon lui, «les Canadiens ne devraient pas aller aux urnes en octobre sans savoir si les élections qui ont porté Stephen Harper au pouvoir ont été libres et justes». Il trouve la

question d'autant plus importante que l'éthique était l'enjeu central de ces élections.

Alias Clark

Selon Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, la bataille risque de ressembler à un match «Mr. Mean vs Mr. Bean» — M. Mesquin contre M. Bean, l'impénitent gaffeur britannique. Martin s'attend à un Stephen

Harper froid, calculateur, sûr de lui, efficace, qui sourit et trébuche peu. Jack Layton et Gilles Duceppe seront fidèles à eux-mêmes. Mais Dion? S'il dépasse les attentes, il peut gagner. Sinon, ce sera une répétition de la chute de John Turner, prédit Martin. Il note toutefois que Dion a surpris par le passé et que Harper, malgré une opposition «inepte», n'a pas réussi à vraiment faire augmenter ses appuis. Il se demande d'ailleurs si certains traits de caractère de Stephen Harper ne pourraient pas finir par lui nuire. Il cite son penchant pour la confrontation et sa manie du contrôle et du secret. Le fait qu'il renie sa propre loi et marche sur ses principes soulève des doutes sur ses qualités de leader honnête et franc, deux qualités que personne ne remet en question chez Dion. «Ayant entaché lui-même sa réputation, M. Harper doit maintenant être conscient que le vent peut tourner.»

Roy Macgregor, du *Globe and Mail*, compare Dion à Joe Clark. Comme lui, Dion a réussi à intégrer un cabinet où on ne voulait pas de lui. Il a été louangé pour son travail de ministre responsable de l'unité nationale, à des femmes ayant une carrière indépendante, a gagné la course à la direction de son parti après quatre tours de scrutin. Les deux hommes ont fait leurs premières armes dans un parlement minoritaire et ont été confrontés au même enjeu: l'énergie. Les médias, le public et une partie de leurs troupes les ont perçus comme des hommes indécis et faibles. Et, face à eux, ils ont trouvé «des hommes froids, durs et même cruels, mais qui étaient en même temps perçus comme des premiers ministres». Dion peut quand même trouver un réconfort dans cette

comparaison, dit le chroniqueur. Comme lui, Clark fut sous-estimé par ceux qui le rejetaient.

Qui est Harper ?

Thomas Walkom, du *Toronto Star*, pense que Harper est à la fois le principal problème des conservateurs et leur atout le plus visible. Le seul, en fait, étant donné sa propension à occuper toute la scène. «Par contre, il est un leader que le pays trouve difficile à aimer», sa détermination ayant son revers, c'est-à-dire son penchant pour l'intimidation. «Les conservateurs vont tenter de faire de Dion l'enjeu en soutenant qu'il est faible et terne, alors que le pays a besoin d'un leadership fort. Mais, s'ils ne font pas attention, avertit Walkom, la campagne peut finir par porter sur Stephen Harper, et si cela survient, les paris sont ouverts.»

Le *Globe and Mail* trouve d'ailleurs étrange cette série de publicités qui présente Harper comme un gars de banlieue qui mène ses enfants à leurs pratiques de hockey, contrairement à Dion, cet universitaire déconnecté. Harper est un économiste. Il a enseigné à l'université et il court un risque en ridiculisant M. Dion «pour des lettres de créance universitaires plus impressionnantes que les siennes», dit le *Globe*.

M. Harper a passé l'essentiel de sa vie adulte dans les coulisses politiques et a œuvré pour atteindre le poste qu'il occupe aujourd'hui avec résidence de fonction, limousine et domestiques. Il n'a rien du populiste et a consacré beaucoup de temps à réfléchir aux politiques publiques, mais cela n'est pas un défaut. «En fait, la même chose peut être dite de M. Dion. Par conséquent, quelle leçon tirer de la pratique de la «Tim Hortonsphile» de M. Harper? Que même les férus de politiques publiques mangent des Timbits, rien de plus.»

En passant, Elizabeth May, leader du Parti vert, fait l'unanimité en sa faveur. Tous les journaux qui se sont prononcés ont conclu qu'elle devait participer aux débats des chefs. À suivre.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



Selon certains commentateurs, Sarah Palin n'aurait été choisie que pour ses qualités féminines et non pour son expérience en politique.

Sarah Palin: la femme alibi?

YOLANDE COHEN

Professeure et spécialiste d'histoire des femmes à l'UQAM

Certains esprits chagrins (Nathalie Collard dans un éditorial de *La Presse* et Janet Bagnol dans un texte d'opinion publié dans *The Gazette*) ont qualifié de sexiste le choix de Sarah Palin, une femme et une inconnue, comme candidate à la vice-présidence, par John McCain, le candidat républicain à la présidence des États-Unis!

Les républicains auraient ainsi fait preuve de viles considérations électorales, cherchant à courtiser le vote des femmes; Sarah Palin serait donc une femme alibi parce qu'elle n'aurait été choisie que pour ses qualités féminines et non pour son expérience en politique (ce qui est d'ailleurs inexact puisqu'elle est gouverneure de l'Alaska).

Pourtant, la même question se posait pour Barack Obama, mais on ne l'a pas considéré comme le Noir de service, bien au contraire! Si l'on peut regretter que les questions identitaires, comme la race ou le sexe, envahissent le champ de la politique américaine à l'occasion des élections présidentielles, il faut se demander pourquoi l'identité de l'un (l'origine racialisée) pose moins de problèmes à nombre de bien-pensants progressistes que le fait d'être une femme pour briguer les plus hautes fonctions politiques. Au-delà du sexisme ordinaire, qui conduit certains à se demander qui gardera les enfants quand une femme se présente en politique, il y a dans cet épisode plusieurs questions qui méritent d'être clarifiées.

Évolution des mentalités

Cette personnalisation de la politique américaine en particulier (qui n'est pas nouvelle et est aussi présente ailleurs), permet de mesurer l'évolution des mentalités au regard de deux questions qui ont été à l'avant-scène de la vie politique durant ces 40 dernières années dans tous les grands pays occidentaux.

Propulsés par les mouvements féministes et antiségrégationnistes en particulier, les mesures d'action positive en faveur des Noirs et des femmes ont certainement permis l'avènement de candidatures d'une femme et d'un homme d'origine africaine-américaine à la vice-présidence et à la présidence des États-Unis. Ces deux candidatures incarnent ainsi une volonté affirmée par les deux grands partis de réduire le «gender gap» entre les hommes et les femmes, en donnant une voix prédominante à une femme du côté des Républicains, et de dépasser la *race divide* pour ce qui concerne Obama du côté des démocrates. À ce titre, cette présidentielle s'annonce déjà comme un moment historique, en rupture nette avec le «old boys politics»!

Ralliement des femmes

Mais pourquoi les analystes considèrent-ils la nomination d'Obama comme un changement salutaire, et celle de Palin comme rétrograde? En dehors des considérations partisans, qui ont leur importance, bien sûr, il faut bien voir qu'il y a aussi dans cette appréciation des considérations identitaires, qui ne disent pas leur nom, une sourde opposition aux femmes en politique, un sexisme pas si ordinaire que ça.

Qualifiée d'historique à juste titre, la nomination de Barack Obama comme candidat du parti démocrate à la présidentielle a été préférée par les délégués à celle, non moins historique, de Hillary Clinton. Cette investiture n'aurait pu avoir lieu sans le ralliement des femmes, et des groupes féministes (comme Emily's list, un organisme spécifiquement axé sur le financement et l'appui de candidatures féminines) qui ont préféré Obama à Hillary, pour toutes sortes de raisons.

J'ai eu à ce sujet nombre de discussions avec mes collègues féministes américaines, qui m'expliquaient combien la candidate Hillary leur était antipathique: trop avide de pouvoir, pas assez à gauche, pas assez à droite, etc., et incarnant la politique politicienne des Clinton, dont elles ne semblaient plus vouloir.

La fin du «gender gap»?

On pourrait penser que nombre d'entre elles ont ainsi voulu marquer leur volonté de dépasser la politique identitaire, qui voudrait que des femmes votent en faveur de femmes. Mais auraient-elles troqué une identité de genre pour l'identité de race? Obama incarnerait alors pour



La nomination de Barack Obama comme candidat a été préférée à celle, non moins historique, de Hillary Clinton.

ces féministes désenchantées un changement de paradigme assez radical: à moins que le sexisme soit plus difficile à combattre que le racisme aux États-Unis, comme le suggérait la féministe Gloria Steinem en commentant les difficultés auxquelles Hillary a fait face durant sa campagne. Le choix des délégués démocrates a dans tous les cas conduit à ce changement historique, où Obama a été investi et préféré à une femme dont l'engagement féministe n'était plus à démontrer.

Cet épisode confirme-t-il une tendance lourde, déjà entrevue en France à l'occasion de la candidature de Ségolène Royal à la présidence de la République, en 2007? Les groupes féministes n'appuient plus nécessairement une femme, même féministe.

Sans compter que les caciques du parti socialiste, comme certains groupes du parti démocrate, y étaient férocelement hostiles, par antiféminisme aussi. On se souvient de la question lancée par Laurent Fabius à l'annonce de la candidature de Ségolène: «Mais qui va garder les enfants?» Ces hommes et ces femmes, démocrates et socialistes, ont fait le pari que la probabilité d'un vote des femmes en faveur d'une femme n'était plus d'actualité et que les femmes voteront pour un programme qui leur garantirait l'égalité. Est-ce si vrai que ça? En a-t-on vraiment fini avec le «gender gap»?

Un choix essentiel

L'investiture la semaine dernière de Sarah Palin dans le ticket républicain montre au contraire que le vote des femmes est au centre de l'échiquier politique comme il ne l'a jamais été auparavant. Loin de n'être qu'une manœuvre politicienne de plus, ce qu'elle est évidemment aussi, le choix de Palin s'avère essentiel pour rallier ces milliers de femmes qui constituent le gros des bataillons de mouvements féminins, essentiellement confessionnels, évangélistes inclus.

Là aussi, des commentateurs font preuve d'une incompréhension manifeste des enjeux que cette investiture représente: ils découvrent ces «supermom» qui forment le gros des troupes qui font vibrer d'improbables localités du Midwest, rectitude politique et moralisme inclus, qui constituent ces familles avant tout, même dans le bureau de la gouverneure, qui ne croient pas à l'avortement, bref la petite vie telle que la vivent des millions d'Américaines.

Sarah Palin incarne ce qui fut durant un siècle et est encore la colonne vertébrale du militantisme féminin aux États-Unis (phénomène d'ailleurs semblable au Canada, où ces mouvements sont bien plus puissants qu'on veut bien le croire). Loin d'être apolitiques, mais travaillant souvent en dessous des radars médiatiques, ces

mouvements ont fourni les meilleures oratrices, les militantes les plus aguerries et les premières femmes en politique active depuis des décennies. Parler de femmes alibi dans ce contexte relève donc tout simplement de l'ignorance!

Féminin contre féminisme

Que l'on ne s'y trompe pas, donner une voix, un visage et une consistance à ces millions de femmes que l'on n'a jamais entendues, pour la plupart des mères de famille, pauvres et en bas de l'échelle, qui travaillent dur pour leurs enfants, comme Palin, et qui jonglent tout le temps avec tout ça, constitue à n'en pas douter une intrusion très attendue de la politique du genre dans ces élections, qui deviennent ainsi doublement historiques. La vieille lutte entre féminin et féminisme trouve ici son expression la plus aboutie.

Et bien que l'Amérique soit profondément divisée sur les questions de l'avortement, du mariage de même sexe et de la guerre en Irak, la reconnaissance implicite du pouvoir des femmes comme femmes qu'implique l'investiture de Palin va-t-elle conduire les femmes à voter pour une femme, d'abord et avant tout?

Assisterons-nous à l'avènement de cette politique identitaire (*identity politics*) où les processus de reconnaissance et de redressement de discriminations systémiques (race et sexe, ici) s'avèrent plus puissants que les idéologies ou la partisanerie qui les portent? C'est en tout cas le pari, pas si risqué, qu'a fait le candidat

McCain pour reprendre à son profit l'agenda politique.

La bonne cible

Pour l'instant, le débat s'est en effet recentré sur les questions des femmes, ce dont je me félicite comme féministe. J'aurais préféré quant à moi que ce soit Hillary Clinton qui les incarne, mais il faudra compter sur Obama pour le faire. Quant aux positions politiques ultraconservatrices et rétrogrades de Palin, je les combattrais de toutes mes forces, mais en reconnaissant à la personne qui les incarne toute la légitimité et l'adresse d'une redoutable politicienne.

Mieux vaut ne pas se tromper de cible! Ainsi va la politique du genre, divisée depuis plus d'un siècle entre différentes idéologies et façons de faire, mais avec laquelle il faut désormais compter, et plus que jamais. À la veille d'élections fédérales canadiennes, où l'on en est encore à compter le pourcentage des femmes qui se présentent (qui ne dépasse toujours pas les 30% de candidates dans les grands partis), il est affligeant de voir combien la distance est grande!

DENISE BOMBARDIER

Les femmes et la politique

Comment peut-on croire que la présence des femmes en politique adoucit nécessairement les mœurs, humanise les comportements, transforme l'exercice du pouvoir en acte de vertu? La bataille pour l'accès des femmes à la politique demeure légitime et nécessaire, car on croit à l'égalité des sexes. Aucune femme ne devrait souffrir de discrimination. Mais à partir de ce principe, les extrapolations sur les avantages supposés de la féminisation de la classe politique relèvent plutôt de l'idéologie ou d'une conception idéalisée de la nature de la femme.

Sarah Palin, Hillary Clinton, Ségolène Royal, Pauline Marois, aussi différentes soient-elles les unes des autres, sont de fortes femmes qui ne s'embarrassent guère de sensiblerie, qui peuvent user des larmes comme des armes et qui ont réussi à se hisser au-dessus de leurs pairs grâce à l'ambition, la pugnacité, le sang-froid, toutes ces qualités peu «féminines».

Prenons le cas de Sarah Palin, le pitbull avec du rouge à lèvres, comme elle se désigne elle-même. Pourquoi entend-on depuis sa nomination comme colistère de John McCain qu'elle est une femme alibi, une fausse femme, en quelque sorte, à cause des idées qu'elle incarne et défend avec une vigueur toute virile, pour user d'un stéréotype?

Sarah Palin est une vraie mère de famille et, comme un certain nombre d'entre elles, elle instrumentalise ses enfants pour ses propres intérêts. Il existe de vraies mauvaises mères, et Sarah Palin en est une. On en veut pour preuve l'utilisation qu'elle a faite de son bébé de cinq mois en l'amenant dans ce stade bondé à l'atmosphère électrisée, au milieu d'effroyables bruits et éclairages, et ce, durant près de deux heures. Une bonne mère ne fait pas subir pareil traitement à son bébé. Et il fallait la voir sur scène, s'assurant que la figure du petit soit bien en vue face à la foule et évidemment aux caméras. Il y avait de quoi être choqué puisque le poupon est trisomique et que la redoutable colistère veut sans doute «humaniser» son image. Pourquoi une femme opposée à l'avortement, qui déplore l'éducation sexuelle à l'école, qui s'oppose au contrôle des armes à feu, ne serait-elle pas une «vraie» femme?

Hillary Clinton, dont les idées sont à l'extrême opposé de celles de Sarah Palin, est-elle plus «féminine» du simple fait de son appartenance à la gauche libérale? Son arrogance, son attitude hautaine, ses coups fourrés contre Barack Obama, voire la maîtrise froide et parfaite avec laquelle elle s'est ralliée à son opposant lors du Congrès démocrate à Denver, au Colorado, correspondent-ils à la supposée nouvelle culture politique qu'entraînerait l'arrivée des femmes dans les lieux de pouvoir?

Quant à Ségolène Royal, elle n'a pas réussi à vaincre ses adversaires mâles à coups de mouchoir, à ce qu'on sache. Elle a déployé ses armes personnelles de guerre. Elle s'est battue en lionne sans états d'âme, sans remords, écartant des alliés d'hier, excommuniant des amis politiques de longue date. Et ça n'est pas le fait d'être femme qui l'a fait perdre ses élections, mais avant tout le cul-de-sac politique dans lequel se trouve son parti, comme en témoignent les luttes intestines qui se poursuivent avec féroce au sein des troupes socialistes.

Et que dire de Pauline Marois, cette maîtresse femme? Pense-t-on que c'est en maternant ses collègues qu'elle est enfin parvenue à la tête du PQ? À vrai dire, c'est son côté traditionnel de mère supérieure qui lui a parfois nu plus plutôt que ses qualités de guerrière, qu'on ne doit pas sous-estimer.

Il faut en finir une fois pour toutes avec ces supposées qualités spécifiques de l'un ou l'autre sexe. La politique demeure un terrain d'affrontement, de compétition, où la quête du pouvoir implique la trahison, la feinte, l'esquive, la manipulation. Une femme politique qui se refuse à ces pratiques a peu d'avenir. Et cet argument pourrait vraisemblablement s'étendre à l'ensemble des secteurs d'activité.

Loin de nous l'idée que la politique soit réservée aux seuls cyniques et arrivistes des deux sexes. Mais force est d'admettre que les femmes qui aspirent à gouverner ou à être gouvernées ne sont pas différentes de leurs confrères mâles. Et si ces qualités dites féminines avaient plutôt découlé du rôle qui leur était jadis attribué dans la société traditionnelle? La discrétion, la modestie, la délicatesse, la réserve, la douceur correspondaient à l'image de la mère et de l'épouse telle qu'on la souhaitait.

La femme moderne, décomplexée, affranchie, ambitieuse, parfois en quête de pouvoir, a fracassé cette image de la féminité. La non-différenciation des sexes dans l'espace public est devenue une réalité de l'époque. La féminité et la masculinité, bien malin celui qui peut les définir de nos jours. C'est pourquoi, selon les critères anciens, on pourrait dire que Stéphane Dion, cet homme d'allure frêle et délicate, visiblement incapable de s'imposer et de mettre le poing sur la table, est plus féminin que le pitbull de l'Alaska, voire qu'Hillary Clinton, la bellejeune démocrate.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance du courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces) ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Roux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alex Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrissac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédéric Doyon (reporter), Caroline Montpédit (titres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boileau, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Davel (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (distribution des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

DESIGN + ARCHITECTURE



Le Quai des Flots et sa métaphore du radeau.

PHOTOS MARC CRAMER

Samuel-de-Champlain, la promenade

Un design à quatre temps qui représente le plus beau cadeau à la ville de Québec pour ses 400 ans

La nouvelle promenade Samuel-de-Champlain est sans doute le plus beau cadeau d'anniversaire que le gouvernement pouvait offrir à la ville de Québec. Ce projet d'aménagement urbain paysagé, d'une justesse et d'une qualité rares, est là pour rester et pour apporter un bien-être considérable à des citadins trop longtemps coupés de leur fleuve. Inspiré des humeurs du Saint-Laurent et de ses paysages, mais aussi connecté à l'histoire du lieu, l'aménagement frappe par sa grande poésie et son côté résolument contemporain. Avec ce projet à grande échelle tourné vers l'avenir, Québec rentre enfin de plain-pied dans le XIX^e siècle.

EMMANUELLE VIEIRA

Temps 1: La vie dans l'eau. Localisée aux abords du fleuve Saint-Laurent, entre la côte de Sillery (anciennement côte de l'Église) et le quai des Cageux (anciennement quai Irving, situé au bas de la côte Ross), en direction du pont de Québec, la promenade occupe une bande de terrain longue de 2,5 kilomètres. Or c'est ce secteur du fleuve qui a vu naître l'âge d'or économique de Québec au XIX^e siècle.

Le bois, récolté notamment dans l'Outaouais, était acheminé par flottage en immenses «trains» sur les rivières, puis sur le fleuve jusqu'aux anses de Sillery. C'est ici que, pendant près d'un siècle, des milliers d'ouvriers ont œuvré comme cageux, manoeuvres, équarisseurs, scieurs de long, callats ou poseurs de bordé.

Au fil des ans, le transport fluvial a fait place au transport ferroviaire puis au transport routier, et les berges du fleuve ont été remblayées et dénaturées par les voies du chemin de fer. L'arrivée des installations pétrolières et de l'autoroute de Champlain ont finalement sonné le glas à toute forme de vie dans ce secteur, devenu un véritable *no man's land* avant l'arrivée du projet.

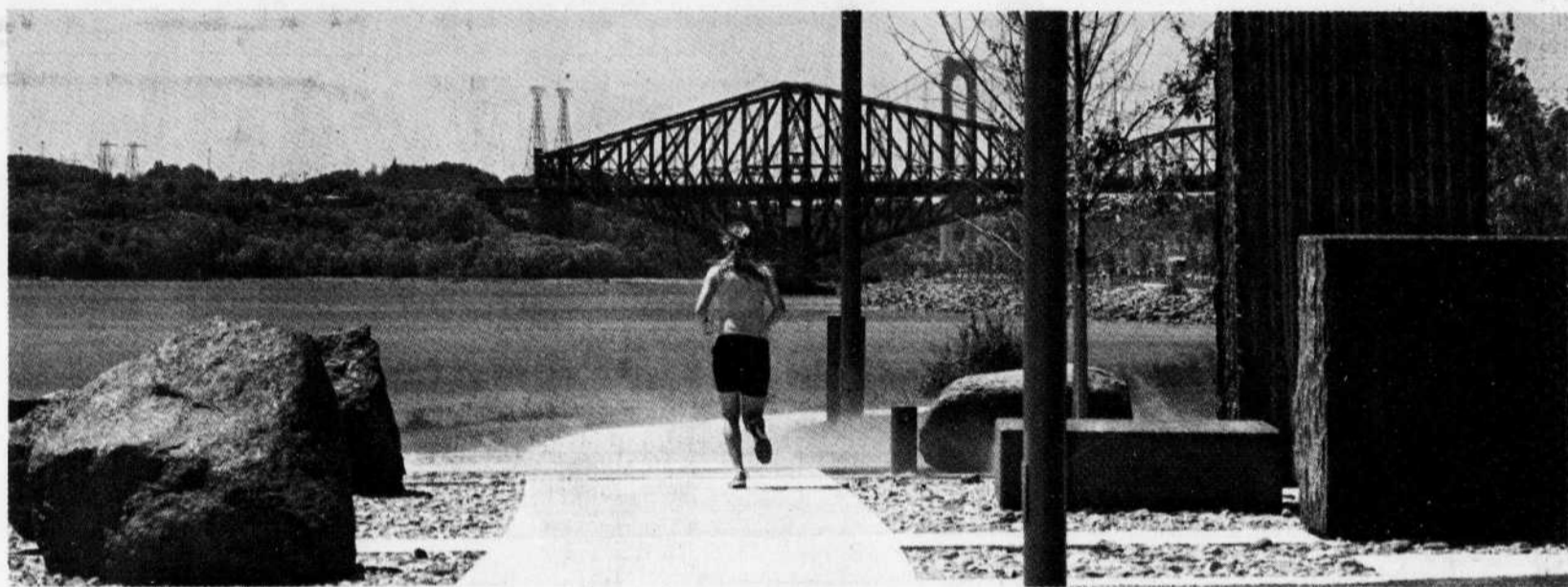
Il y a une richesse d'ambiances et d'émotions qui se dégage de ce projet.

Temps 2: l'esprit aventurier. Si la ville de Québec a vu le jour, c'est grâce au fleuve et aux esprits aventuriers qui sont venus par la voie de l'eau fonder une ville avec de nouvelles idées.

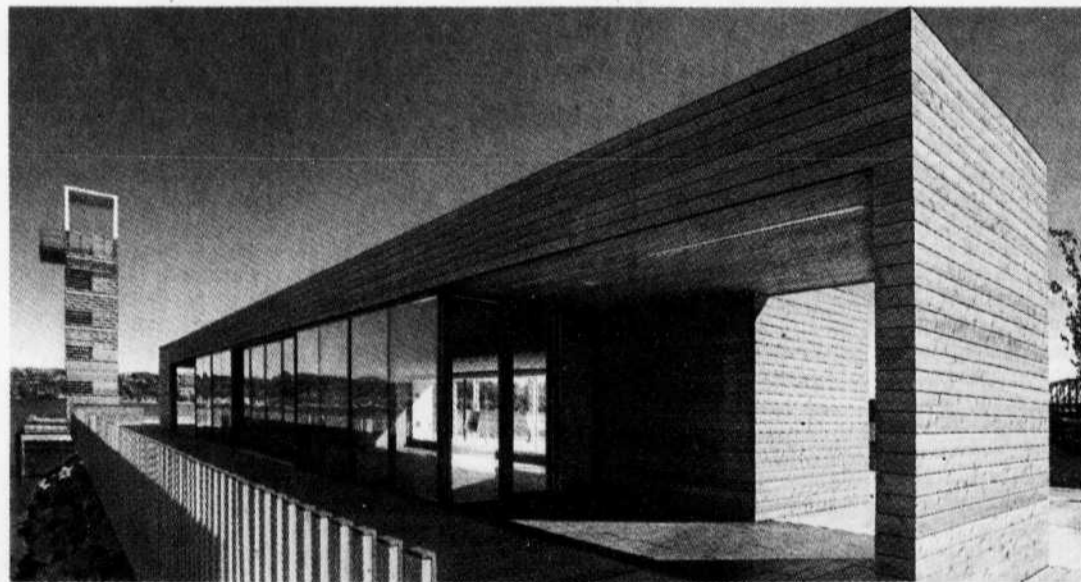
Les concepteurs du projet ont voulu rendre hommage à ces esprits curieux et courageux qui ont façonné la belle cité. «L'aventure a été de réussir à convaincre les décideurs qu'un projet contemporain de cette envergure avait sa place ici. Or la réalité nous donne raison: depuis l'inauguration, en juin dernier, la promenade ne désemplit pas, le public s'est approprié l'espace, les aménagements et des œuvres d'art de façon naturelle. Chaque banc, bloc de granit ou table en bois a un air familier et, pour une fois, contemporain ne rime pas avec froid ou avec vide», dit en souriant Réal Lestage, designer urbain et urbaniste chargé du projet.

«Sa» promenade, il l'a imaginée depuis l'an 2000. Les grands thèmes ont été définis de 2000 à 2002, puis de 2002 à 2005 le projet s'est arrêté. En 2005, une conjoncture économique et politique favorable relance la machine et permet à la promenade de voir enfin le jour. Ce qui fait la beauté du projet, c'est l'harmonie qui règne entre les espaces ouverts, l'architecture et le mobilier d'ensemble. Tout a été travaillé dans un même esprit, insufflé d'une même énergie et exécuté avec la minutie d'un horloger.

Les concepteurs du projet se sont vu confier l'ensemble du mandat, ce qui explique en partie un tel résultat. L'autre partie tient au professionnalisme, au talent et à l'immense travail qui se cache derrière cette



La traversée du Quai-des-Brumes, le long du sentier piétonnier en béton blanc.



La Station des Cageux, avec sa tour d'observation, son pavillon d'interprétation et de restauration, ressemble à une œuvre d'art contemporain en bois brut.

réalisation *made in Québec*.

Temps 3: des racines et des hommes. «Ma première préoccupation a été d'inhiber le système autoroutier qui traversait le terrain sur sa longueur; ma deuxième a été d'essayer de rendre confortable cet immense espace en soignant les notions d'échelle et d'équilibre, mais aussi en accordant une attention particulière aux matériaux employés et à la végétation sur le site», souligne Réal Lestage. La promenade Samuel-de-Champlain regroupe différents espaces qui se succèdent le long d'une immense piste cyclable et d'un sentier piétonnier que le revêtement en béton blanc rend festif et très lumineux. À une extrémité de la promenade, il y a la Station des Quais, véritable pôle culturel qui regroupe quatre jardins thématiques inspirés des humeurs du fleuve — le Quai-des-Brumes, le Quai-des-Flots, le Quai-des-Hommes et le Quai-des-Vents —, de même que plusieurs œuvres d'art contemporain.

Au centre du projet, on retrouve la Station des Sports, qui se compose de deux terrains de soccer, de grands espaces et d'une piste multifonctionnelle. Enfin, à l'autre extrémité, vers le pont de Québec, on trouve la Station des Cageux, autour d'un quai industriel réhabilité regroupant des services d'interprétation et de restauration. Un marais contrôlé met à l'honneur la flore indigène littorale alors qu'une tour d'observation et une descente à l'eau permettent d'ad-

miration du fleuve sous tous ses angles. Derrière le secteur des cageux, il y a le Bois de Tequenonday, un site naturel unique renfermant des vestiges archéologiques amérindiens et des arbres centenaires, dont des pins de près de 30 mètres de haut.

Temps 4: l'architecture, l'aménagement et l'art contemporain. Tous les secteurs du projet ont en commun une volonté de montrer un esprit contemporain qui s'inscrit dans le plus grand respect de l'histoire et de la nature du site. Ces rives du Saint-Laurent ont un caractère farouche mais les concepteurs sont allés travailler avec ces éléments et non contre eux, en employant notamment des espèces végétales et des matériaux locaux.

«Les jardins thématiques suivent l'empreinte des quais du XIX^e siècle qui servaient au commerce du bois, ils traversent le boulevard de Champlain et lient ensemble les deux parties du parc linéaire. Par exemple, pour le jardin des flots, on retrouve le thème de la glace, représenté par la fracture au sol, mais aussi le thème de l'eau, qui sort de son lit avec cinq murs d'eau et des jets placés de façon linéaire», explique Réal Lestage. Il y a aussi la métaphore des quais anciens sur lesquels s'accumulait du bois, représenté ici par des alignements de murets de granit de hauteurs variables, ou encore l'image des mâts des voiliers évoquée par les structures de métal couronnées de bras qui y a le Bois de Tequenonday.

l'autre bout du parc, la Station des cageux, avec sa salle d'accueil et sa tour d'observation, occupe l'emplacement d'un quai réel. L'ensemble des installations, dans un style contemporain et épuré, est rassurant et parfaitement intégré au site grâce à ses matériaux en bois brut et métal qui renvoient à un vocabulaire maritime et fluvial. La tour et son bâtiment adjacent attirent le regard par leur simplicité. Il y a quelque chose de judicieux, de rassurant dans cette architecture élégante et chaleureuse.

La promenade Samuel-de-Champlain, de la tour aux abris, des bancs aux blocs de granit, des jardins aux œuvres d'art contemporain, est originale, subtile, impeccablement réalisée. Il y a une richesse d'ambiances et d'émotions qui se dégage de ce projet, qu'il serait vraiment dommage de voir altéré. Or, Transport Québec semble revenir sur certains points du projet qui ne «respecteraient pas tout à fait les règlements autoroutiers». Il faut savoir peser le pour et le contre, dans toute décision, et dépasser certains règlements. Mais surtout, il faudrait apprendre, dans ce pays, à respecter le travail des concepteurs qui ont mis temps et cœur pour offrir le meilleur à leurs concitoyens!

Collaboratrice du Devoir

La promenade en chiffres

Superficie: 200 000 mètres carrés
longeant le fleuve sur 2,5 kilomètres
Végétation: 1500 arbres
et 100 000 végétaux
Activités: marche, vélo, kayak, soccer
Début du chantier: juin 2006
Date d'inauguration: 24 juin 2008

Maitre d'œuvre: la Commission

de la capitale nationale du Québec
Réalisation: le consortium formé
des firmes Daoust Lestage inc./
Williams Asselin Ackaoui - Option
aménagement, coordonné par
le designer urbain et urbaniste Réal
Lestage, auquel s'est greffé
le consortium Genivar/SNC Lavalin
pour l'ingénierie, ainsi que
de nombreux autres partenaires
professionnels.

À consulter

www.promenade2008.qc.ca
www.daoustlestage.com